



**UNION EUROPÉENNE**  
Fonds Européen Agricole  
pour le Développement Rural



L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES

**FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION**  
**TYPE D'INTERVENTION 73.01 ET 73.17**  
**DU PLAN STRATEGIQUE NATIONAL (PSN)**  
**CONTRAT DE TRANSITION AGRICOLE**  
**ANNEE 2023**

**1- IDENTIFICATION DU DEMANDEUR**

N° SIRET :

(du siège social) attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises

N° de PACAGE :

STATUT JURIDIQUE :

*Entreprise individuelle, SARL, SA, SCI, associations, autres types de sociétés ou de structures...*

RAISON SOCIALE du demandeur :

NOM et Prénom du représentant légal :

NOM et Prénom du responsable du projet (*si différent*) :

Fonction du responsable du projet :

Date de naissance : |\_|\_| |\_|\_| |\_|\_|\_|\_|\_|

Adresse du siège social du demandeur :

Code postal : Ville :

Téléphone :

Téléphone portable professionnel :

Adresse Électronique :

Version	1.2
Date de diffusion	XX mai 2023
Versions antérieures	1.0 du 6 février - transmise à l'ASP (non diffusée) 1.1 du 5 avril 2023 - transmise à l'ASP (non diffusée)
Modification	Audit initial

**1.1. CARACTERISTIQUES DE L'EXPLOITANT**

**a) Pour les personnes physiques uniquement (Entreprises Individuelles) :**

Vous êtes installé comme chef d'exploitation depuis moins de 5 ans à la date de présentation de cette demande

a) et vous avez moins de 40 ans

Bénéficiez-vous du statut de **Jeune Agriculteur (JA) (\*)**?  oui  non

Si oui, précisez votre date de 1<sup>ère</sup> installation comme chef d'exploitation agricole :

Pour les bénéficiaires des aides nationales à l'installation (DJA et/ou Prêts bonifiés) = date d'installation figurant sur le Certificat de conformité de l'installation (CJA)  
 Pour les non bénéficiaires de ces aides = date d'affiliation à la MSA comme chef d'exploitation agricole

Si oui, bénéficiez-vous des aides nationales à l'installation (DJA et/ou Prêts bonifiés) ?  oui  non

Si oui, ce projet s'inscrit-il dans votre Plan d'Entreprise ?  oui  non

b) et vous ne bénéficiez pas du statut de JA

Bénéficiez-vous du statut de **Nouvel Installé (NI) (\*\*)**?  oui  non

Si oui, précisez la date d'affiliation à la MSA comme chef d'exploitation agricole :

**b) Pour les personnes morales uniquement :**

Nombre d'associés exploitants : |\_\_\_|\_\_\_|

Pour les CUMA, nombre d'adhérents total : |\_\_\_|\_\_\_| et d'adhérents bénéficiant de l'investissement : |\_\_\_|\_\_\_|

Pour les coopératives : nombre d'adhérents :  
 n° agrément : |\_\_\_|\_\_\_|\_\_\_|\_\_\_|\_\_\_|

NOM et prénom des associés (exploitants ET non-exploitants)	N° SIRET ou PACAGE (pour les associés étant personnes morales)	Date de naissance	Associé exploitant	JA (*)	Hors JA, Nouvel Installé (NI) (**)	Date de 1ère installation comme chef d'exploitation (***)	% de parts sociales dans la société	Si CUMA Exploitation en agriculture biologique
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non

\*JA = vous avez moins de 40 ans et vous êtes installé comme chef d'exploitation depuis moins de 5 ans à la date de présentation de cette demande, et vous êtes titulaire d'un diplôme agricole de niveau 4 (Bac pro, BPREA, BTA, etc.) ; OU (titulaire d'un diplôme de niveau 3, quelle que soit la spécialité, ET prouver l'exercice d'une activité professionnelle dans le secteur de la production agricole d'au minimum 24 mois au cours des trois dernières années) ; OU prouver l'exercice d'une activité professionnelle dans le secteur de la production agricole d'au minimum 40 mois au cours des cinq dernières années.

\*\*NI = quel que soit votre âge, vous êtes installé comme chef d'exploitation agricole depuis moins de 5 ans à compter de la date de présentation de cette demande et vous êtes titulaire d'un diplôme de niveau 3, quelle que soit la spécialité OU Prouver l'exercice d'une activité professionnelle dans le secteur de la production agricole d'au minimum 24 mois au cours des trois dernières années

\*\*\*Pour les bénéficiaires des aides nationales à l'installation (DJA et/ou Prêts bonifiés) = date d'installation figurant sur le Certificat de conformité de l'installation (CJA)  
 Pour les non bénéficiaires de ces aides = date d'affiliation à la MSA comme chef d'exploitation agricole

**c) Pour les exploitants NI et JA sans DJA uniquement :**

Le cas échéant, pensez à ajouter la Preuve d'exercice d'une activité professionnelle dans le secteur de la production agricole au cours des trois ou cinq dernières années à vos pièces justificatives.

NOM et prénom	Type de diplôme <i>d'un diplôme agricole de niveau 4 (Bac pro, BPREA, BTA, etc.)</i>	Type de diplôme <i>d'un diplôme agricole de niveau 3, quelle que soit la spécialité</i>	Pas de diplôme	Si pas de diplôme ou diplôme de niveau 3 <i>Nbre de mois d'exercice d'une activité professionnelle dans le secteur de la production agricole</i>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

**1.2.TYPE D'EXPLOITATION**

**1. Quelle est l'orientation technico-économique principale de votre exploitation ? (Cf. liste filière ci-dessous)**

Libellé	
Céréales oléoprotéagineux et plantes sarclées (grandes cultures)	<input type="checkbox"/>
Riz	<input type="checkbox"/>
Légumes frais de plein champ	<input type="checkbox"/>
Tabac	<input type="checkbox"/>
Plantes à parfums, aromatique et médicinales	<input type="checkbox"/>
Maraîchage (dont melon et fraise)	<input type="checkbox"/>
Fleurs et horticulture diverse (dont champignon, etc..)	<input type="checkbox"/>
Viticulture	<input type="checkbox"/>
Raisin de table	<input type="checkbox"/>
Arboriculture	<input type="checkbox"/>
Oléiculture	<input type="checkbox"/>
Autres fruits en cultures pérennes	<input type="checkbox"/>
Polyculture	<input type="checkbox"/>
Bovins lait	<input type="checkbox"/>
Bovins viande naisseur	<input type="checkbox"/>
Bovins viande engraisseur	<input type="checkbox"/>
Veau de boucherie	<input type="checkbox"/>
Bovins lait et viande	<input type="checkbox"/>
Ovin lait	<input type="checkbox"/>
Ovin viande	<input type="checkbox"/>
Caprin lait	<input type="checkbox"/>
Caprin viande	<input type="checkbox"/>
Autres herbivores (dont chevaux)	<input type="checkbox"/>
Truies reproductrices	<input type="checkbox"/>
Porc engraissement	<input type="checkbox"/>
Poules pondeuses	<input type="checkbox"/>
Poulets de chair	<input type="checkbox"/>
Palmipèdes foie gras	<input type="checkbox"/>
Autres palmipèdes	<input type="checkbox"/>
Autres volailles	<input type="checkbox"/>
Lapins	<input type="checkbox"/>
Abeilles	<input type="checkbox"/>
Autres animaux	<input type="checkbox"/>
Polyélevage orientation herbivore (compris chevaux)	<input type="checkbox"/>
Polyélevage orientation granivore	<input type="checkbox"/>
Grandes cultures et herbivores (polyculture élevage)	<input type="checkbox"/>

Autres associations (hors abeilles)	<input type="checkbox"/>
Exploitations non classées	<input type="checkbox"/>

**2. Si le projet concerne principalement une autre filière que l'orientation principale de l'exploitation, quel atelier concerne-t-il majoritairement ?**

**3. Êtes-vous éleveur équin ou exercez-vous une activité taurine ?**

- **Marge brute des activités de l'activité d'élevage** (production, reproduction, vente de produits de l'élevage) : €  
(Ne sont pas considérées comme des activités d'élevage au sens de cette mesure : (activités de dressage, débouillage et entraînement des chevaux, la simple pension d'animaux, les activités de loisirs et de sports équestres, les activités relatives au sport et loisirs, de spectacles, de jeux y compris les activités taurines)
- **Marges brutes de l'ensemble des activités** : €
- **Ratio : marge brute des activités éligibles au FEADER/marges brutes de l'ensemble des activités** : %

## 2- DESCRIPTION DE L'OPERATION

### Localisation de l'opération :

Ville :

Code postal :

### Détail de l'opération :

#### Travaux et aménagements :

Êtes-vous seul propriétaire du terrain ou du bâtiment d'implantation du projet ?

(concerne également la mise en place de serres, la plantation de vergers, haies...)

Oui  Non

**Si non**, veuillez joindre l'attestation d'autorisation du propriétaire, ou copropriétaire, concernant le projet d'investissement, à vos pièces justificatives.

#### **Calendrier**

*Info : veillez à indiquer le calendrier prévisionnel le plus réaliste possible et en cohérence avec la date limite de réalisation indiquée dans l'appel à propositions. Ces informations pourront servir de base à l'établissement du calendrier de réalisation dans la convention d'attribution si votre projet est retenu*

Date prévisionnelle du début de l'opération :

(correspond à la date de réalisation de la première dépense ou signature du 1<sup>er</sup> bon de commande) / / (jour, mois, année)

Date prévisionnelle de fin d'opération:

(correspond à la date d'achèvement des dépenses et à la fin d'acquittement des dépenses) : / / (jour, mois, année)

#### **Descriptif détaillé du projet :**

Détailler ci-dessous le projet (présentation de l'entreprise, présentation globale du projet, expliquer en quoi le projet répond aux objectifs de l'appel à projets) :

**En fonction de la nature de votre projet, se reporter aux annexes correspondantes, à renseigner.**

- ANNEXE A : Projet d'extension, de construction de serres
- ANNEXE B : Opération d'amélioration d'une installation d'irrigation existante
- ANNEXE C : Opération de rénovation de verger
- ANNEXE D : Opération de plantation de haies et d'arbres intra parcellaires
- ANNEXE E : Opération relative aux ouvrages de stockage des effluents d'élevage



### 3- CARACTERISTIQUES DE L'EXPLOITATION

#### 1. Votre exploitation est-elle concernée par les zonages suivants :

Zone de montagne : l'exploitation est considérée comme située dans la zone si le siège de l'exploitation est situé dans la zone)  
 zone de montagne

Zone vulnérable Nitrate : l'exploitation est considérée comme située dans la zone si au moins un des bâtiments d'élevage de l'exploitation est située sur cette zone

- zones historiques : communes classées avant le 31/12/2012  
 2012  
 2015  
 2021  
 non classé

#### 2. Situation au regard de la réglementation sur les prélèvements d'eau au titre du code de l'environnement (articles L 214-1 à L 214-6) :

Votre exploitation est :

- déclarée au titre de la réglementation susvisée  
 autorisée au titre de la réglementation susvisée  
 non soumise

#### 3. Situation au regard de la réglementation sur les installations classées pour l'environnement (ICPE - articles L 512-1 à L513-1 du Code de l'environnement) :

Votre exploitation est :

- déclarée au titre de la réglementation susvisée  
 enregistrée au titre de la réglementation susvisée  
 autorisée au titre de la réglementation susvisée  
 non soumise (RSD)  
 Non soumise

#### 4. Modification éventuelle de la situation

L'investissement va-t-il entraîner une modification de la situation de l'entreprise vis-à-vis de la réglementation ?  oui  non  
Si oui : laquelle ?

Avez-vous déposé un dossier de demande de régularisation auprès du service compétent ?  oui  non

#### 5. Démarches collectives

- Êtes-vous adhérent à une ou plusieurs Organisation de producteurs ?  oui  non

Si oui, précisez :

Nom de l'OP ou des OP : \_\_\_\_\_

N° SIRET de l'OP ou des OP : |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|

Votre exploitation est reconnue en AB ou en cours de conversion, totalement ou partiellement ?  oui  non

Votre exploitation produit sous SIQO (Si oui, indiquer production principale en SIQO)  oui  non

- oui, IGP : .....  
 oui, AOP : .....  
 oui, autre : ....

Votre exploitation est engagée dans une démarche de certification environnementale de niveau 2 ou de niveau 3 (HVE, Plante Bleue, PFI) ?

- oui :....  
 non

Votre exploitation met-elle en œuvre une MAEC (Mesures agro-environnementales et climatiques) surfaciques ou forfaitaire (carbone, autonomie protéique) ?

- oui :....  
 non

Si oui, quel est le code de cette MAEC Code : \_\_\_\_\_

Votre exploitation agricole est membre d'un GIEE /groupe DEPHY ou 30 000 ?  oui  non

Si oui, préciser :

## 4- DEPENSES LIEES A L'OPERATION

Veillez remplir les onglets de l'annexe Excell au formulaire.

## 5- SOURCES DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

### **Financements déjà perçus :**

Avez-vous déjà demandé ou perçu une aide pour les investissements présentés ?  oui  non

Si **oui** :

Nom du financeur :

Montant de l'aide attribuée par le financeur sur l'opération présentée :

(Pensez à joindre le document attestant de l'attribution d'une aide par l'organe compétent à vos pièces justificatives)

### **Plan de financement prévisionnel**

**(reporter les éléments indiqués dans l'onglet « plan de financement » de votre annexe complétée)**

<b>Montant d'aide publique maximal :</b> (projection du montant maximal d'aide publique auquel vous pouvez prétendre.	<b>0,00 €</b>	0,00%
<b>Montant des aides nationales accordées :</b> <i>(indiquez ici le montant cumulé des aides et équivalents subventions brutes déjà accordés pour financer votre projet. Attention, la notion de projet implique exclusivement les dépenses que vous venez de présenter)</i>		0,00%
<b>Autofinancement et contributions privées :</b>	0,00 €	0,00%
<b>Total des ressources :</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00%</b>

## 6 - ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

**Je demande (nous demandons)** à bénéficier des subventions prévues selon les modalités inscrites dans l'Appel à Projets en vigueur à la date de dépôt du présent formulaire dûment rempli

**J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :**

- L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et ses pièces jointes.
- Ne pas être en situation de conflit d'intérêts avec le technicien qui a réalisé le diagnostic de mon exploitation.
- Ne pas avoir sollicité d'autres ressources publiques et privées que celles présentées dans la partie 3. du présent dossier.
- Ne pas avoir sollicité d'autres crédits communautaires pour financer les dépenses de cette opération et notamment au titre des fonds opérationnels dans le cadre de l'OCM Fruits et Légumes.
- Ne pas faire l'objet d'une procédure liée à des difficultés économiques (ex : redressement, liquidation...).
- Que l'opération n'a pas débuté au moment du dépôt de ma première demande de subvention, hors dépenses immatérielles. On entend par début d'opération : devis ou bon de commande contresigné, marché sur appel d'offre notifié, affectation de personnel, engagement de frais réels
- Avoir pris connaissance des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points.
- Etre à jour de mes (nos) cotisations sociales et fiscales
- Avoir pris connaissance que ma (notre) demande d'aide pourra être rejetée au motif de l'indisponibilité des crédits affectés à cette mesure.
- Etre propriétaire des terrains sur lesquels les travaux sont projetés ou le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du code rural.
- Avoir été informé qu'en cas de transmission d'une demande en format « papier » un compte sera créé (en l'absence d'un compte déjà créé) par le service instructeur et la demande re-saisie dans l'outil « euro-pac ».

- Avoir pris connaissance des conditions générales d'utilisation d'euro-pac.

L'inexactitude de ces déclarations peut être assimilée à une fausse déclaration et être susceptible de générer un reversement partiel ou total de l'aide.

**Je m'engage (nous nous engageons)**, pour permettre l'instruction au stade de la demande ainsi que à toutes les étapes ultérieures en cas d'attribution de l'aide, à :

- Fournir toute pièce complémentaire jugée utile pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération.
- A maintenir son activité agricole au sens de l'article L311-1 du code rural pendant une période minimale de 5 ans à compter de la date du dernier paiement de cette opération,
- Informer de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, ou du projet (ex : période d'exécution, localisation, engagements financiers...)
- Ne pas apporter de modifications importantes affectant la nature, les objectifs ou les conditions de mise en œuvre du projet, ou délocaliser l'activité productive cofinancée le cas échéant en-dehors de la zone couverte par le Programme
- Ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (locaux, nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés au chapitre VII sans en informer préalablement.
- Dûment justifier les dépenses pour le paiement de l'aide
- Tenir une comptabilité séparée, ou utiliser un code comptable adéquat pour tracer les mouvements comptables du projet
- Respecter les obligations en matière de publicité
- Me (nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourrait résulter de l'octroi d'aides locales, nationales et européennes, et communiquer toutes pièces et informations en lien avec le projet
- Fournir à l'autorité de gestion et/ou aux évaluateurs désignés ou autres organismes habilités à assumer des fonctions en son nom, toutes les informations nécessaires pour renseigner le plan d'indicateurs du PSN [et](#) permettre le suivi et l'évaluation du programme.
- Maintenir en bon état de fonctionnement et pour un usage identique les équipements et les aménagements ayant bénéficié des aides pendant une durée de cinq ans à compter de la date du paiement final.
- Conserver pendant une période de 10 ans à compter du dépôt de la présente demande de subvention tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses de personnel (le cas échéant), comptabilité, etc....
- Respecter les conditions relatives aux normes minimales requises dans le domaine de l'environnement, l'hygiène et le bien-être animal, attachées à l'investissement durant une période de de 5 ans à compter de la date du dernier paiement.
- A maintenir le cheptel en état de production pendant une période minimale de 5 ans.
- N'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales dans le domaine de l'environnement, l'hygiène et le bien-être animal.
- A accepter les conditions générales d'utilisation d'euro-pac et la re-saisie de ma demande en format « papier » dans cet outil par le service instructeur.
- A procéder à la modification de mon mot de passe dès que la création de mon compte euro-pac me sera notifiée.

**Je suis informé(e) (nous sommes informés)** qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

**Je suis informé(e) (nous sommes informés)** que, conformément à la réglementation européenne et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide Feader ou Feaga. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 et au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), je bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation du traitement, d'effacement et de portabilité des données qui me concernent.



## 9 – LISTE DES PIÈCES A JOINDRE

Pièces relatives au porteur de projet :	CONTEXTE	Pièce jointe	Déjà fournie	Sans objet
Exemplaire original de la demande et ses annexes, daté, complété et signé	TOUS	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Document de délégation de pouvoir	TOUS <i>(si le responsable signataire est différent du représentant légal)</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Pièces relatives au porteur de projet :	CONTEXTE	Pièce jointe	Déjà fournie	Sans objet
Relevé d'identité bancaire <i>(Pour les structures publiques, le document doit être signé par le représentant légal et tamponné)</i>	TOUS	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pièce d'identité en cours de validité (CNI ou passeport) du représentant légal, ou pièce équivalente pour les non ressortissant de l'Etat français ( <i>Carte Nationale d'Identité, Passeport</i> )	Pour les personne physique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
K-Bis de moins de 3 mois	Pour les formes sociétaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dernière version signée et déposée des statuts)	Pour les associations et sociétés non GAEC	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation(s) d'affiliation à la MSA ou à GAMEX précisant le statut d'exploitant agricole ET la régularité du règlement des cotisations sociales	TOUS	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation(s) des services fiscaux confirmant que l'exploitant (et chaque associé) est à jour de ses cotisations fiscales	TOUS	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Documents comptables du dernier exercice clôturé	Pour les éleveurs équin ou taurin	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Délibération ou procès verbal de l'organe compétent, approuvant l'opération et son plan de financement	Pour les associations, coopératives ou porteur public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Récépissé de déclaration relative au respect de la réglementation sur les prélèvements d'eau relative au Code de l'environnement	TOUS <i>(pour les installations soumises à déclaration ou à autorisation au titre de l'article 214-3 du Code de l'environnement (Loi sur l'eau))</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Diagnostic de durabilité renseigné	<i>Exploitation individuelle ou sociétaire (hors JA/ NI, CUMA, Coopérative)</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatif d'un signe officiel de qualité	TOUS <i>(si SIQO)</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatif d'une certification environnementale	TOUS <i>(si certification environnementale)</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation bénéficiaires MAEC surfaciques ou transition forfaitaire	Hors CUMA et coopérative	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestations exploitation membre d'un GIEE/DEPHY/30 000/PEI/coopération 77.06	Hors CUMA et coopérative	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Pièces spécifiques aux jeunes agriculteurs (JA) et nouveaux installés (NI) :</b>				
Attestation MSA comportant la date d'inscription auprès de la MSA en tant que chef d'exploitation	Pour les Jeune agriculteurs et Nouveaux Installés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Recevabilité Jeune Agriculteur (RJA) ou, à défaut, Conformité Jeune Agriculteur (CJA)	Pour les Jeune agriculteurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Copie des diplômes obtenus	Pour les Jeune agriculteurs sans DJA et Nouveaux Installés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Preuve d'exercice d'une activité professionnelle dans le secteur de la production agricole au cours des trois ou cinq dernières années	Pour les Jeune agriculteurs sans DJA et Nouveaux Installés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan d'entreprise ou document équivalent	Pour les Jeune agriculteurs et Nouveaux Installés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Pièces spécifiques aux associations :</b>				
Dernier compte de résultat de l'association	Pour les associations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Budget prévisionnel de l'association (Document signé par le représentant légal de l'association)	Pour les associations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Procès verbal d'Assemblée Générale validant l'élection du Président (Document signé par le représentant légal de l'association)	Pour les associations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Liste des membres du Conseil d'Administration et du bureau	Pour les associations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Récépissé de déclaration de l'association en Préfecture ou parution au Journal Officiel	Pour les associations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Pièces spécifiques aux coopératives et CUMA :</b>				
Annexe Stratégie de la coopérative	Pour les CUMA, Coopérative	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Pièces spécifiques à l'agriculture biologique (AB) :</b>				
Certificat Bio délivré par un organisme certificateur OU Certificat Bio d'engagement délivré par un organisme certificateur OU Notification d'activité en AB auprès de l'Agence BIO (l'un des documents est obligatoire pour les producteurs en agriculture biologique ou en démarche de conversion. Le document fourni doit mentionner la(les) production(s) concernée(s) en lien avec votre projet)		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Pièces relatives au projet présenté :</b>				
Permis ou autorisation de travaux (obligatoire si des dépenses d'aménagement ou de travaux sont présentées : Arrêté de permis de construire, déclaration de travaux ou récépissé de la demande effectuée auprès de la mairie, pour les opérations présentant des dépenses de travaux et / ou d'aménagement soumis à autorisation. Si ces documents ne sont pas disponibles au moment du dépôt de la demande de subvention, l'arrêté de permis de construire ou la déclaration de travaux devront être transmis au plus tard avant le vote du dossier en CRP)	TOUS  (pour les projets de construction et les travaux, les projets de rénovation soumis à autorisation)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan de situation <u>ET</u> plan cadastral <u>ET</u> plan de masse des travaux (obligatoire si des dépenses d'aménagement ou de travaux sont présentées)	TOUS  (pour les opérations présentant des dépenses de travaux et / ou d'aménagement)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autorisation du propriétaire ou du copropriétaire d'effectuer les travaux	TOUS  (pour les opérations présentant des dépenses de travaux et / ou d'aménagement sur un espace dont vous n'êtes pas, ou pas seul, propriétaire)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Récépissé de déclaration relative au respect de la réglementation sur les installations classées protection de l'environnement (ICPE)	TOUS  (pour les installations soumises à déclaration ou à autorisation au titre de l'article 214-3 du Code de l'environnement (Loi sur l'eau))	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Avis favorable des services compétents de l'Etat	TOUS <i>(pour les installations soumises à déclaration ou à autorisation au titre de l'article 214-3 du Code de l'environnement (Loi sur l'eau))</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Annexe Aides publiques perçues au cours des 3 dernières années	TOUS <i>(pour les opérations de transformation de produits agricoles en produits ne relevant pas de l'annexe I, aide dans la limite d'un montant total d'aides publiques de minimis de 200 000 € sur 3 ans.)</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Pièces relatives aux dépenses présentées :</b>				
Annexe Dépenses	TOUS	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Devis retenus, justificatifs équivalents et devis opposables permettant l'appréciation du coûts raisonnables <i>(obligatoire si des dépenses sur devis, ou justificatifs équivalents, sont présentées)</i>	TOUS	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Note justificative du choix du devis le plus cher	TOUS <i>(obligatoire pour chacune des dépenses dont le devis retenu n'est pas le moins cher parmi les offres proposées)</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Demande de dérogation à l'analyse des coûts raisonnables	TOUS <i>(obligatoire si aucun fournisseur ou prestataire n'est en mesure d'émettre un devis opposable pour la dépense retenue)</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Preuves de sollicitation de fournisseurs ou prestataires, et preuve de réponses négatives relatives à la demande de dérogation à l'analyse des coûts raisonnables	TOUS <i>(obligatoire si aucun fournisseur ou prestataire n'est en mesure d'émettre un devis opposable pour la dépense retenue. Une quantité suffisante de sollicitations devra être justifiée)</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Pièces relatives au financement de l'opération présentée :</b>				
Délibération(s) de financement(s) relative(s) à(aux) l'aide(s) nationale(s) <i>(obligatoire si le porteur a perçu ou s'il s'apprête à percevoir, pour les dépenses présentées, d'autres aides nationales que celles sollicitées dans votre formulaire : arrêtés, conventions, délibérations et autres documents datés et signés par la personne habilitée, validant l'octroi de(s) l'aide(s) nationale(s))</i>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Documents inhérents aux équivalents subvention brute (ESB) perçus pour l'opération <i>(obligatoire si le porteur a perçu ou s'il s'apprête à percevoir des ESB finançant les dépenses présentées)</i>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Accord bancaire ou tout document équivalent <i>(obligatoire en cas d'emprunt contracté pour réaliser l'opération)</i>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation de la banque d'accord du prêt de garantie, intégrant les modalités du prêt <i>(obligatoire si le porteur a recours à un prêt de garantie par le fond de garantie agricole de la Région mis en œuvre par la SIAGI, pour financer l'opération : Le document doit présenter: - La liste des garanties et des garants – La notation de l'entreprise –La Part du fond de roulement dans le prêt, si concerné - La date de versement du prêt - La périodicité du prêt - Le taux d'intérêt du prêt - Le nombre d'investissement - La date du premier remboursement - Le nombre de mois du différé de remboursement, le cas échéant - Le nombre de remboursements prévus - Si le remboursement est constant ou progressif - La quotité du prêt garantie par les différents garants - Le taux de la prime de garantie pour les différents garants (%/an) - La rémunération de l'analyse initiale (1% maximum du montant restant garanti) - La rémunération du suivi du dossier (0.1% maximum du montant restant garanti).)</i>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Pièces spécifiques à la rénovation des vergers :</b>				

Annexe Attestation du pépiniériste fournisseur indiquant la démarche de certification validée par un organisme professionnel <i>(obligatoire si des dépenses relatives à la rénovation de vergers, dont la variété n'est pas certifiée, sont présentées)</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation d'adhésion à une organisation de producteurs (OP) ou une association d'organisations de producteurs (AOP) et engagement de l'OP ou de l'AOP à ne pas avoir sollicité et ne pas solliciter par la suite une aide OCM sur les mêmes investissements <i>(obligatoire si le porteur adhère à une OP ou une AOP et présente des dépenses relatives à la rénovation des vergers)</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation relative aux plants fruitiers issus d'une variété non inscrit au catalogue officiel, mais en cours d'évaluation par le Comité Technique Permanent de la Sélection des plantes cultivées <i>(obligatoire si le porteur présente des dépenses de plantation d'espèces non référencées au catalogue officiel rénovation des vergers relatives à la rénovation des vergers)</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Pièces spécifiques à la mise en place de haies et agroforesterie intra-parcellaire :</b>			
Plan de situation, schéma et/ou couche SIG des travaux prévus de linéaires métrés. <i>(obligatoire si des investissements relatifs à la mise en place de haies et/ou à l'agroforesterie intra-parcellaire sont présentés)</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Pièces spécifiques à la gestion des effluents d'élevages :</b>			
Pré-dexel, diagnostic Dixel ou autre diagnostic sur les capacités de stockage d'effluents d'élevage <i>(obligatoire si des investissements relatifs à la gestion des effluents d'élevage sont présentés)</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Pièces spécifiques aux projets d'irrigation :</b>			
Photo, plan, facture, ou autre preuve de présence d'un système de mesure d'eau sur site, ou engagement à le mettre en place avec devis joint <i>(obligatoire si des investissements relatifs à l'irrigation sont présentés)</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autorisation de prélèvement d'eau <i>(obligatoire si des investissements relatifs à l'irrigation sont présentés)</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Etude technique attestant d'une économie d'eau après réalisation des investissements d'irrigation d'au moins 5% <i>(obligatoire si des investissements relatifs à l'irrigation sont présentés)</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Pièces spécifiques aux aires de lavage :</b>			
Plan de localisation en couleur 1/25000 <i>(obligatoire si des investissements relatifs aux aires de lavage sont présentés)</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Diagnostic du dimensionnement du système de traitement pour les effluents phytosanitaires <i>(obligatoire si des investissements relatifs aux aires de lavage sont présentés)</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan de masse avec dimensionnement et indication des distances par rapport aux cours d'eau, aux points d'eau, aux zones de captage et forage, aux habitations et voies de circulation <i>(obligatoire si des investissements relatifs aux aires de lavage sont présentés)</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Pièces spécifiques à la commande publique :</b>			
Documents justifiant le respect des règles de la commande publique <i>(obligatoire si l'opération est soumise au respect du code de la commande publique. Il s'agit de l'ensemble des pièces relatives à la passation du marché)</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Autres pièces justificatives :</b>			
Autres pièces complémentaires jugées utiles à la compréhension du dossier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise       je n'autorise pas (1)

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

(1) Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque cofinancier. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales (à titre d'exemple : vérification du respect du taux maximum d'aides publiques).

## 10 – SIGNATURE(S)

Fait à ..... le : |\_|\_| |\_|\_| |\_|\_|\_|\_|

Nom, prénom et signature(s) du demandeur pour un exploitant personne physique, du représentant légal de la personne morale ou, pour un GAEC, de chaque associé.

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978 et au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation du traitement, d'effacement et de portabilité des données qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez-vous adresser au service instructeur.

## ANNEXE A

## Projet d'extension, de construction de serres

**Dans le cas d'un projet d'extension, de construction de serres**

Pour être éligible, le projet d'investissement doit correspondre à un investissement fonctionnel permettant la mise en place et la conduite de cultures tout au long de l'année. Dans le cas des cultures biologiques, pour lesquelles la réglementation régit l'usage des serres chauffées, et dans celui des cultures en serres froides (moins de 100 W/m<sup>2</sup> de puissance installée), les projets sont éligibles même si la culture ne peut pas être réalisée toute l'année.

Le projet permet-il la mise en place et la conduite de culture tout au long de l'année ?

Oui  Non

Si non : mon exploitation est certifiée AB ?

Oui  Non

Si non

N° de serre	Type de serre	Surface	Nature (aménagement / construction / extension)	Production	Énergie de chauffage (type de chauffage, énergie, puissance W/m <sup>2</sup> )	Code postal	Commune

**Total puissance sur le parc de serres**

Avant projet : W/m<sup>2</sup>

Dans le projet : W/m<sup>2</sup>

Après projet : W/m<sup>2</sup>

< 100W/m<sup>2</sup> ⇔ serre non chauffée (éligible)

> 100W/m<sup>2</sup> ⇔ serre chauffée (inéligible)

**Prêt de garantie agricole régional mis en œuvre par la SIAGI :**

Avez-vous obtenu un prêt bancaire grâce à ce dispositif ?

oui  non

Avez-vous une demande de prêt bancaire en cours auprès de ce dispositif ?

oui  non

Si oui, sur quel(s) investissement(s) ?

Lors du dépôt de demande de subvention FEADER sur l'appel à projets concerné, bien transmettre l'attestation de la banque d'accord du prêt de garantie (avec la liste des modalités du prêt listées dans les pièces justificatives du formulaire).

**Si non**

Comment procéder ?

Prendre contact avec la banque de son choix pour demander le Fonds de Garantie agricole régional SIAGI/FEADER et obtenir un accord de pré-garantie. Cet accord permettra de solliciter un prêt auprès de la banque choisie selon les modalités financières qu'elle aura définies. Si la banque en question n'est pas informée de ce dispositif, il est possible de contacter directement la SIAGI :

\* Départements 04, 06 et 83 : Julien PARAGE, jparage@siagi.fr ;

\* Département 05 : Éric TABARY, etabary@siagi.fr ;

\* Départements 13 et 84 : Vanessa CALVET, vcalvet@siagi.fr.

## ANNEXE B

## Opération d'amélioration d'une installation d'irrigation existante

**Dans le cas d'une opération d'irrigation**

Mon projet est la modernisation de système existants d'arrosage maîtrisé pour le secteur

- horticole  
 arboricole  
 maraîchage  
 viticole  
 autre : (non éligible)

**Localisation du projet :**

Code postal						Commune					

Localisation du / des prélèvement(s) de la ressource (nom du cours d'eau ou autre masse d'eau) :

Votre projet intègre ou prévoit un système de mesure en continu de la consommation d'eau ? :  oui  non

Si oui, précisez le type de système mis en œuvre ou prévu :

Attention : Les dépenses d'irrigation ne sont pas éligibles sans ce système de mesure.

Votre projet se traduit-il par une augmentation nette de la zone irriguée ?  oui  non

**Attention** : Les dépenses d'irrigation correspondant à une augmentation nette de la zone irriguée ne sont pas éligibles.

**Pour les projets d'amélioration d'une installation d'irrigation existante (pas d'augmentation de la zone irriguée)**

Mon projet vise une modification listée ci-dessous

- ASPERSION : passage d'une conduite d'irrigation sans pilotage et avec pilotage (tensiomètres avec ou sans dendromètre ou sondes capacitives)  
 GOUTTE A GOUTTE : le passage d'un système d'aspersion, de micro-aspersion, de micro-jet ou d'aspersion sous frondaison, vers un système de goutte à goutte suspendu, de surface, ou enterré

**Attention** : Les dépenses d'irrigation autres que les améliorations précitées ne sont pas éligibles.

L'investissement doit être susceptible de permettre des économies d'eau potentielles d'au minimum 5% compte tenu des paramètres techniques de l'installation ou de l'infrastructure existante.

Economie potentielle liée à l'équipement\* : %

Précisez quelle étude technique\* vous permet d'indiquer cette économie et la joindre :

- Consommation d'eau annuelle : m3
- Volume d'eau que vous prévoyez d'économiser suite à cet investissement : m3
- Taux prévisionnel du volume d'eau économisé suite à l'investissement (*Volume d'eau économisé prévisionnel / Consommation annuelle*) : %

\*A partir des références collectées, un référentiel d'économies d'eau potentiellement réalisables par un changement de matériel d'irrigation ou de pilotage a pu être établi par l'IRSTEA « Evaluation des économies d'eau à la parcelle réalisables par la modernisation des systèmes d'irrigation », 2017

Si l'opération a une incidence sur une masse d'eau qualifiée de moins que bon pour des raisons liées à la quantité (cf carte des masses d'eaux souterraines ou de surface), nécessité d'une réduction effective de l'utilisation de l'eau au moins égale à 50% de l'économie d'eau potentielle.

## ANNEXE C

## Opération de rénovation de verger

**Dans le cas d'un projet de rénovation des vergers**

Eligibilité géographique : siège de l'exploitant en PACA et parcelles en PACA ou département limitrophe

Superficie totale du verger avant projet (ha)	ha			
	Espèce 1 :	Espèce 2 :	Espèce 3 :	Espèce 4 :
Localisation exacte de l'investissement concerné (Numéro de parcelle)				
Code postal et nom de la commune				<b>Total</b>
Superficie avant-projet de plantation pour l'espèce faisant l'objet d'une demande d'aide » (ha)				<b>ha</b>
Superficie après-projet de plantation pour l'espèce faisant l'objet d'une demande d'aide » (ha)				<b>ha</b>
Augmentation après-projet de plantation				<b>ha</b>



## ANNEXE D

## Opération de plantation de haies et d'arbres intra parcellaires

**Dans le cas d'un projet de plantation de haies et d'arbres intra parcellaires**

Eligibilité géographique : siège de l'exploitant en PACA et parcelles agricoles en PACA ou département limitrophe

Pour les haies et plantations d'arbres intra parcellaires :

Localisation des éléments Numéro cadastral de la parcelle	Code postal et nom de la commune	Linéaire de l'élément (ml)	Code postal et nom de la commune
Ex :Haie n1 rang 1			
Linéaire totale prévu			

Pour les haies

Localisation des éléments Numéro cadastral de la parcelle	Linéaire de l'élément (ml)	Nbre de rangs	Espaces entre les plants (m)	Nbre d'arbres par ml
Ex :Haie n1 rang 1				
Linéaire total prévu				

Pour les plantations d'arbres intra parcellaires

Localisation des éléments Numéro cadastral de la parcelle	Surfaces plantée (en ha)	Linéaire de l'élément (ml)	Nbre de rangs	Espaces entre les rangs (m)	Espaces entre les plants (m)	Densité (nbre arbres/ha)
Ex :plantation n°1						
Linéaire total prévu						

Vous ne prévoyez aucun paillage, le remplacement du paillage par une méthode mécanique, laquelle :

Vous ne prévoyez aucune protection : spécifiez une absence de risque avéré et connu du gibier local :

## ANNEXE E

## Opération relative aux ouvrages de stockage des effluents d'élevage

**Dans le cas des projets relatifs à un atelier d'élevage :**

Les investissements d'ouvrages de stockage des effluents des effectifs existants avant-projet ne sont éligibles qu'au-delà de la part strictement réglementaire. Le calcul de la part réglementaire se fait au cas par cas à l'aide du diagnostic Dexel. Cette part réglementaire, c'est-à-dire la capacité exigible au dépôt du dossier (RSD, ICPE ou norme applicable au moment du dépôt du dossier donc pour les effectifs initiaux) ne sera pas financée.

Une aide peut ainsi être accordée au titre des aides aux investissements pour le financement de capacités de stockage relevant d'une norme applicable, sous réserve qu'il s'agisse de nouvelles exigences imposées par le droit de l'Union européenne. Dans ce cas, les aides pour les investissements de mise en conformité sont possibles pour un maximum de 24 mois qui suit l'introduction de ces nouvelles exigences.

(Pour les projets concernant les effluents d'élevage, ne pas oublier de remplir le tableau ci-dessous)

**Si Zone vulnérable****Cas des projets relatifs à un atelier d'élevage :**➤ **Vous êtes éleveur en « Zone vulnérable » et votre projet concerne votre atelier élevage :**

- Vous devez fournir un pré-Dexel ou un Dexel
  - Les capacités réglementaires de stockage des effluents d'élevage **liés aux effectifs existants** au moment du dépôt de la demande ne sont pas admissibles au financement
  - Votre exploitation doit détenir à l'issue du projet, les capacités exigibles en ZV.
  - Vous devez identifier les devis relatifs aux ouvrages de stockage d'effluents (nomenclature issue du Pré-Dexel ou du Dexel) et reporter dans le tableau en annexe, les « Capacités exclues du financement » et les « Capacités minimum à détenir à l'issue du projet ».
- a) Votre exploitation est concernée par le zonage « Zone vulnérable historique » (au moins un de vos bâtiments d'élevage est situé sur une ZV classée avant le 31 décembre 2011).
- oui  
 non
- Vos dépenses liées à la gestion des effluents d'élevage concernent exclusivement des effectifs nouveaux, en lien avec un projet de développement  
 oui  
 non
  - Si non, les dépenses de gestion des effluents ne sont pas éligibles
  - Si oui, les dépenses gestion des effluents sont potentiellement éligibles
- Votre exploitation détiendra à l'issue du projet, les capacités exigibles en ZV  
 oui  
 non
- b) Votre exploitation est concernée par le « Zone vulnérable 2021 ». Suite à la révision des zones vulnérables en 2021, une nouvelle échéance de mise aux normes en matière de stockage des effluents d'élevage est fixée pour les élevages situés en zone nouvellement classée. L'échéance pour respecter ce point a été fixée au plus tard au 1er septembre 2023. Pour bénéficier de ce délai, les éleveurs doivent s'être signalés auprès de l'administration avant le 30 juin 2022.
1. Sans projet de développement, vos investissements correspondant à des travaux de mise en conformité par rapport à de nouvelles exigences  
 oui  
 non
- Si non, les dépenses de gestion des effluents ne sont pas éligibles  
Si oui, les dépenses gestion des effluents sont potentiellement éligibles
- Votre exploitation détiendra à l'issue du projet, les capacités exigibles en ZV  
 oui  
 non
  - Si oui, vos travaux seront terminés dans les 24 mois qui suit l'introduction de ces nouvelles exigences  
 oui

non

2. Votre exploitation détient les capacités exigibles en ZV et vos dépenses liées à la gestion des effluents d'élevage concernent des effectifs nouveaux, en lien avec un projet de développement

oui  
 non

- Si non, les dépenses de gestion des effluents ne sont pas éligibles
- Si oui, les dépenses gestion des effluents sont potentiellement éligibles
  
- Votre exploitation détiendra à l'issue du projet, les capacités exigibles en ZV
  - oui
  - non

### **Si Hors Zone vulnérable**

#### **Cas des projets relatifs à un atelier d'élevage :**

➤ **Vous êtes éleveur « hors Zone vulnérable » et votre projet concerne un atelier d'élevage :**

- Les capacités réglementaires de stockage des effluents d'élevage **liés aux effectifs existants** au moment du dépôt de la demande ne sont pas admissibles au financement.
- Vous devez identifier les devis relatifs aux ouvrages de stockage d'effluents (nomenclature issue du Dixel le cas échéant) et reporter dans le tableau ci-dessous les Capacités correspondant aux exigences ICPE ou RSD liées aux effectifs existants au moment du dépôt du dossier. Ces Capacités sont identifiées dans la rubrique « Capacités exclues du financement » du Dixel.
- Vous devez également détenir à l'issue du projet les capacités réglementaires pour les effectifs finaux (ICPE ou RSD).

Votre exploitation n'est concernée par aucun zonage « Zone vulnérable »

oui  
 non

Votre exploitation détient les capacités exigibles sur effectifs finaux et vos dépenses liées à la gestion des effluents d'élevage concernent des effectifs nouveaux, en lien avec un projet de développement

oui  
 non

- Si non, les dépenses de gestion des effluents ne sont pas éligibles
- Si oui, les dépenses gestion des effluents sont potentiellement éligibles
  
- Votre exploitation détiendra à l'issue du projet, les capacités exigibles sur effectifs finaux ICPE ou RSD –
  - oui
  - non

Dépenses relatives aux ouvrages de stockage liés à la gestion des effluents d'élevage en Zone Vulnérable (hors couverture des ouvrages) - <i>Se reporter au Pré-dexel ou dexel</i>					
Nature de l'ouvrage	Nomenclature Pré-dexel ou Dexel	Capacité totale de l'ouvrage en projet <i>(à reporter sur le devis retenu)</i>	Montant du devis retenu	Capacités exclues du financement <i>(capacités exigibles au moment du dépôt du dossier sur effectifs avant projet)</i>	Capacités minimum à détenir à l'issue du projet <i>(forfaitaire ou capacité agronomique pour effectifs finaux)</i>
<i>Ex: Fosse à lisier</i>	<i>Ex: FOS 1</i>	<i>Ex: 500m<sup>3</sup></i>	<i>Ex: 30000 €</i>	<i>Ex: 100m<sup>3</sup></i>	<i>Ex: 300m<sup>3</sup></i>

Dépenses relatives aux ouvrages de stockage liés à la gestion des effluents d'élevage hors Zone Vulnérable (hors couverture des ouvrages) - <i>Se reporter au dexel le cas échéant</i>					
Nature de l'ouvrage	Nomenclature Dexel le cas échéant	Capacité totale de l'ouvrage en projet <i>(à reporter sur le devis retenu)</i>	Montant du devis retenu	Capacités exclues du financement <i>(capacités ICPE ou RSD au moment du dépôt du dossier sur effectifs avant projet)</i>	Capacités minimum à détenir à l'issue du projet <i>(ICPE ou RSD pour effectifs finaux)</i>
<i>Ex: Fosse à lisier</i>	<i>Ex: FOS 1</i>	<i>Ex: 500m<sup>3</sup></i>	<i>Ex: 30000 €</i>	<i>Ex: 100m<sup>3</sup></i>	<i>Ex: 300m<sup>3</sup></i>

**ANNEXE**

**MODELE D'ATTESTATION RELATIVE AUX PLANTS FRUITIERS ISSUS D'UNE VARIETE  
NON INSCRITE AU CATALOGUE OFFICIEL MAIS  
EN COURS D'EVALUATION PAR LE CTPS (Comité Technique Permanent de la Sélection des plantes cultivées)**

Je soussigné :

Représentant, en qualité de :

la société :

pépiniériste admis au contrôle de certification des plants fruitiers,

atteste que les plants de la variété : \_\_\_\_\_ de l'espèce :

, en cours d'évaluation par le CTPS, (matériel faisant l'objet de la demande), que je produis et qui seront fournis à

Nom ou raison sociale :

sont inclus dans un schéma de certification contrôlé par l'Autorité compétente en charge du contrôle répondant aux exigences d'authenticité et sanitaires attendues.

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_  
Signature et cachet